Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des

informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 62 (1974)

Heft: 7-8

Artikel: Interruption de grossesse : le Conseil fédéral, nos élues et nous

Autor: Chenou, Martine

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-273788

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliothèque Publique Universitaire de 05 GENEVE

Envois non distribuables à retourner à Route de Prévessin 23 1217 Mevrin

J.A. 1260 Nyon JUILLET-AOUT 1974 - Nos. 7-8

remmes suisses

LE MOUVEMENT FEMINISTE - JOURNAL MENSUEL FONDE EN 1912 PAR EMILIE GOURD

Rapport de la Commission nationale suisse pour l'Unesco:

LA FEMME SUISSE SORT DE L'OMBRE

Voici donc qu'on se penche sur la femme suisse, qu'on l'ausculte, l'interviewe, la dévoile, par le biais des statistiques fédérales comme par celui des questions posées à elle et à l'homme suisse. La femme suisse sort de l'ombre. Quel bonheur 2. Oui, quant au procédé, mais quant au récultat

Expliquons-nous. Comme nous l'avions annoncé dans notre numéro de février, le rapport sur « La situation de la femme en Suisse », établi pour le compte de la Commis-sion nationale suisse pour l'UNESCO a été publié. La ver-sion intégrale, allemande, contient 350 pages; un résumé de 85 pages à paru en français, traduit par les soins de Mme Perle Bugnion-Secrétan.

Ce rapport est fondé sur les recensements fédéraux de 1960 et de 1970, et sur les questions auxquelles 629 fem-mes célibataires, 963 femmes mariées et leurs conjoints,

Mais voyons de plus près le contenu de ce rapport. La Suisse y est divisée non pas selon les langues, ou les professions, mais selon quatre « contextes », quatre zones :

—zones urbaines des cantons dévelonnées de la politique, à presque tous les niveaux.

2. A formation égale, les femmes n'atteignent pas la même position pro-

- loppés
- zones rurales des cantons déve-
- s urbaines des cantons sous-

 zones urbaines des cantons sous-développés;
 zones rurales des cantons sous-développés.
Si cette division peut étonner au premier abord, on sait qu'elle corres-pond à la réalité, ne serait-ce qu'en se référant aux résultats des votations fédérales. fédérales.

Divisions du rapport

Le rapport tente de donner une vue d'ensemble de la situation féminine en d'ensemble de la situation féminine en Suisse, non de parler de destins indi-viduels. Ainsi, on n'y trouvera pas les problèmes des femmes seules, divor-cées, séparées ou mères célibataires. Après un premier chapitre consa-cré à l'aspect technique de l'enquête, le chapitre II traite de la discrimina-tion extra-familiale objective, c'est-à-dire, du teit que, dans les principales.

dire du fait que, dans les principaux domaines de la vie sociale hors la famille, l'accès est ouvert plus diffi-

famille, l'accès est ouvert plus diffi-cilement aux femmes qu'aux hommes. Que l'on pense à la vie politique, à la formation, à la profession notamment. La discrimination à l'intérieur de la famille est analysée au chapitre III, seil la répartition des rôles et celle du pouvoir entre mari ét femme. Au cha-pitre IV, la conséquence de ces deux discriminations dans les tâches assu-mées avair le femme marife soit qu'elle mées par la femme mariée, soit qu'elle mées par la femme mariee, soit qu'en cumule activité professionnelle et rôle de mère-ménagère, soit qu'elle soit « sous-employée » en tant que « veuve de jour » (grüne Witwe), dont le mari et les enfants sont loin toute la jour-

Quelle est la prise de conscience féminine de cette situation ? Telle est la question examinée au chapitre V. Quelles sont les activités extra-fami-Quenes sont les activités extra-fami-liales de la femme ? Réponse au cha-pitre VI.

II. LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ

La situation sociale de la femme dif-fère de celle de l'homme à deux points de vue :

ont répondu. Ces données ont ensuite été analysées par l'Institut de sociologie de Zurich.

Et alors ? Alors, on le savait, mais voici que c'est scientifiquement établi : A sa naissance, la future femme suisse est prédestinée à une certaine vie; elle reçoit une éducation « adaptée » (moins d'heures pour les branches principales, dans certains cantons !), une formation professionnelle insuffisante qui la met à même de travailler dans un domaine plus ou moins, intéressant jusqu'à son mariage. Mariée jeune, elle cesse, si les moyens de son mariage. Mariée jeune, elle cesse, si les moyens de son mari le lui permettent, toute activité professionnelle. Elle a deux à trois enfants auxquels elle se consacre jusqu'à ce qu'ils quittent le nid; elle se rabat ensuite sur le ménage (peu de femmes profitent de cette nouvelle liberté pour reprendre une activité). Dans le cadre de la famille, elle « occupe de l'intérieur, laisse à son mari les relations extérieures et le pouvoir final de décision.

nnelle, et pas du tout le même alaire.

Formation

Le mal commence lors de la forma-tion. En 1960, si les filles fréquentent l'école primaire dans la même pro-portion que les garçons, elles ne re-présentent que 38 % des élèves des écoles secondaires, et 13,9 % dans les écoles supérieures (Hochschulen).

écoles supérieures (Hochschulen).

Sont-elles plus bêtes ? On sait que les filles reçoivent moins d'heures d'enseignement dans les branches importantes pour le succès scolaire, surtcut dans les domaines technique et scientifique. Très tôt, les filles sont ainsi poussées dans les «carrières femininés». On voit ainsi que, dans les écoles de commerce mixtes, les recons choisissent les sertions sciengarçons choisissent les sections scien-tifiques ou offrant une maturité, les filles les sections menant vers le di-plôme ou le secrétariat.

A ce bagage scolaire insuffisant correspond évidemment une discrimination dans la profession.

tion dans la profession.
Environ un tiers des travailleurs
sont des femmes, proportion qui n'a
guère varié dans les quarante dernières années. 57 % des femmes qui travaillent sont mariées à un ouvrier,
18,6 % à un employé, et 18,9 % travaillent dans l'entreprise de leur mari.
Pendant les premières années de

Pendant les premières années de mariage, un tiers environ des femmes exercent une activité professionnelle; entre 25 et 40 ans, cette proportion tombe à un quart et remonte ensuite

La majorité des femmes qui travail-La majorite des ienines qui travai-lent exercent une «profession fémi-nine», parmi les métiers comportant moins de prestige, et subalternes. Pré-dominent les ouvrières non qualifiées, qualifiées et les employées sans res-ponsabilités.

Globalement, les femmes gagnent environ un quart de moins que les hommes, à la même place. La diffé-

rence est encore plus accentuée à la campagne et dans les secteurs de l'industrie. Ainsi tant dans le domaine de la formation que dans celui de la pro-fession, la femme est sous-représentée et discriminée, particulièrement à la campagne et dans les cantons souscampagne et dans les cantons sous-développés.

préparées, ce qu'elles ne sont pas préparées, ce qu'elles ne sont pas du tout actuellement, ni de par leur édu-cation, ni de par leur formation. De plus, l'espérance de vie des femmes est supérieure à celle de leurs maris, en principe aussi plus âgés. C'est ainsi que l'on trouve quatre fois plus de veuves que de veufs qui, eux, ont beaucoup plus de chance de se rema-rier.

Les statistiques fédérales montrent qu'une partie de ces femmes se remet-tent au travail, à temps partiel au moins, mais cela beaucoup plus dans les grandes villes que dans les petites les grandes villes ou à la campagne.

En général, ce sont les femmes qui décident d'abandonner ou non leur travail, mais les maris sont en ma-jorité opposés à l'idée qu'elles reprennent une activité après avoir élevé leurs enfants, surtout dans les com-munes rurales. La grande majorité des femmes qui n'exercent pas d'activité

Interruption de grossesse LE CONSEIL FÉDÉRAL, NOS ÉLUES ET NOUS

Huit députées au Parlement fédéral sur quinze sont favorables à la solution des délais, dans la question de l'interruption de grossesse. Les sept autres se rangent à la solution des indications, sans l'indication sociale. C'est ce que nous apprend un quotidien alémanique, repris par la Radio romande. Qu'on me permette de m'étonner. Lorsque le Conseil fédéral précomise la solution des indications (sociale y compris), on parle du triomphe de la politique du mâle. (Voir position du Conseil fédéral et réactions en page 5.) Que dire alors d'une position encore plus rigide adoptée par près de la moitié de nos élues fédérales?

Je ne comprends pas, je ne comprendrai jamais comment une femme ose imposer à ses sœurs, dont elle connaît ou peut deviner l'angoisse, la poursuite d'une grossesse non désirée. Je ne comprends pas par quel cheminement une femme, filt-telle au législatif fédéral, estime de son droit, voire de son devoir, de s'immiscer dans la vie intime d'une autre femme.

Pour ma part — et je voudrais, ne serait-ce qu'une fois, exprimer une opinion parfailement personnelle et n'engageant que moi — je ne comprends pas plus les arguments du Conseil fédéral que cœux de M. Furgler.

La femme ne serait-elle pas une adulte pour ne pouvoir prendre une décision qui l'engage elle seule, et avec quelle intensité? Qui, à part elle, supportera les conséquences d'une naissance non désirée? N'est-elle pas capable de peser le pour et le contre, en conscience?

Qu'on prévoie un interlocuteur neutre, une aide avec laquelle toute femme enceinte pourra parler, réfléchir, éviter l'affolement et prendre une décision en toute connaissance de cause, d'accord. Mais une commission officielle qui excamine et tranche le cas? » Quelle horreur! Qu'une femme l'accepte sans sourciller pour d'autres femmes me semble faire preuve d'une disence totale, et regrettable, d'imagination. Mais représentez-vous, vous, plaidant votre cause, même « légale », devont une « commission officielle qui « ceramine et tranche le cas? » Quelle horreur! Qu'une fe

Martine Chenou

III. LA FEMME DANS LA FAMILLE

III. LA FEMME DANS LA FAMILLE.
L'enquête a fait apparaître d'intéressants aspects de la vie familiale de
femme : elle se marie plus tôt ; elle
a deux ou trois enfants, très vite après
e mariage. A 40 ou 45 ans, les enfants
n'ont pratiquement plus besoin d'elle.

(Ent.) Partiquement plus besoin d'elle. C'est à cette troisième phase de leur vie que les femmes devraient être professionnelle ne ressentent pas com-me un manque la disparition d'un revenu personnel.

Qui fait quoi?

Pour déterminer quel est le partage des rôles entre l'homme et la femme dans une famille suisse, on a posé qua-tre questions : — Qui s'occupe des réparations dans

- la maison ? Qui se charge des relations avec
- les autorités
- Qui prépare les cadeaux ?

— Qui prépare les cadeaux? — Qui soigne les malades? Traditionnellement, les deux premières fonctions sont assumées par les fommes, les deux autres par les femmes. Dans un tiers à une moitié des femilles interrogées, ce schéma est suivi. Seuls les couples des grandes villes s'éloignent un peu de la tradition.

LES QUATRE QUESTIONS DE MONSIEUR HURLIMANN

Une procédure de consultation du Une procédure de consultation du Département fédéral de l'Intérieur a commencé début juin 1974 auprès des associations féminines. Les quatre questions posées par le Conseiller fédéral sont :

1. Quelle est votre opinion sur le properties de conseiller se cénéral?

- rapport en général ?
- Quelles sont vos réflexions sur les différents chapitres de ce
- rapport? Que retenez-vous des proposi-tions finales? Que pensez-vous de la création d'un organe fédéral (commission, délégation) s'occupant des questions féminines?

Et le pouvoir, comment se répartit-il? Qui décide de l'achat d'une nou-velle voiture? De consulter un méde-cin? Dans un tiers à une motité des familles, l'homme a une position dominante ; dans la même proportion, le pouvoir est partagé de façon équili-brée ; dans moins de un cinquième des

brée; dans moins de un cinquième des familles, c'est la femme qui domine. Dans les petites villes et les zones rurales des cantons développés, où les rôles sont traditionnellement répartis, le pouvoir est partagé de façon équi-librée, ce qui laisse néanmoins la

On peut obtenir la version inté-grale, en allemand, du rapport sur « La situation de la femme en Suis-sè», ainsi que les résumés, en français et en allemand, à l'adresse suivante : Mme Marie-Louise Hitz-Droz

Commission nationale suisse pour l'Unesco Eigerstrasse 80 3003 Berne Tél. (031) 61 35 50.

seconde place à la femme puisque, d'emblée, les domaines importants sont réservés au mari.

Dans les grandes villes et les campagnes des cantons sous-développés, les familles à dominance masculine sont particulièrement fréquentes.

Suite en page 6



(Photo Interpresse.)



1436